

Le gouvernement a été marqué par la révolte des gilets jaune, se sachant véritablement menacé il s'en est remis, comme souvent, à sa police. Aussi, on a vraiment l'impression que les forces de l'ordre peuvent tout demander désormais ; le ministère de l'Intérieur apparaît de plus en plus comme une chambre d'enregistrement des revendications policières. La dernière en date pour Alliance et consorts, c'est de remettre en cause le droit de filmer les policiers. Pas que des vidéos de flagrant délit de violence empêchent l'IGPN de blanchir les affaires, mais enfin c'est pas top pour l'image. Castaner s'est immédiatement saisi de la question, et annonce qu'il va bientôt rendre obligatoire le floutage des flics sur les vidéos diffusées publiquement, première étape probable de la grande marche à l'encadrement drastique des pratiques de *cop watching*.

A Marseille, la BAC a encore sévi. Arrêtant une voiture, les flics prétextent qu'une des personnes à bord les aurait menacés avec une arme à feu et que, dans le doute, ils ont tirés. Même vraie leur version est glaçante, et bien entendu tous les témoins contredisent leur propos. Les baqueux, à Marseille peut être encore plus qu'ailleurs, se sentent vraiment comme des cow-boys sans limite et se permettent de tirer sur n'importe qui en sachant qu'ils resteront impunis. Medhi, 18 ans, en a fait les frais cette fois ci, ses proches réclament justice.

Début février à Paris, 25 lycéens ont été convoqués suite à leur participation supposée à des actions contre les épreuves du nouveau bac. Ils se rendent au commissariat et finissent en garde à vue, leurs parents n'ont aucune nouvelle, certains ne sortent que au bout de 48H ; la moitié n'ont pas pu voir leur avocat. Plus globalement la pression sur les lycéens qui ont essayé de se bouger est énorme, malgré cela pleins d'épreuves ont été annulées.

Les grandes rencontres sportives peuvent vraiment être un moment de communion nationale bien dégueulasse. En ouverture du match France – Angleterre de rugby, c'est même devenu une célébration de la police. Ainsi, dans une mise en scène ridicule, le RAID a amené le ballon en rappel depuis le toit du stade. Une opération de com' gratos pour les cagoulés.

Depuis quelques mois la France expérimente un nouvel outil technologique qui permet de capturer toutes les informations d'un téléphone simplement en le mettant à son contact : ça s'appelle le kiosque. Plus besoin de cuisiner quelqu'un pour qu'il révèle son schéma ou son mot de passe ; la machine transperce les sécurités et peut aspirer les données. Potentiellement, même les conversations dites sécurisées, sur signal par exemple, sont touchées. Et la France prévoit d'équiper 500 commissariats d'ici 2024... Candidat aux municipales à Paris ou insurgés du monde entier, même combat : rien sur nos téléphones.

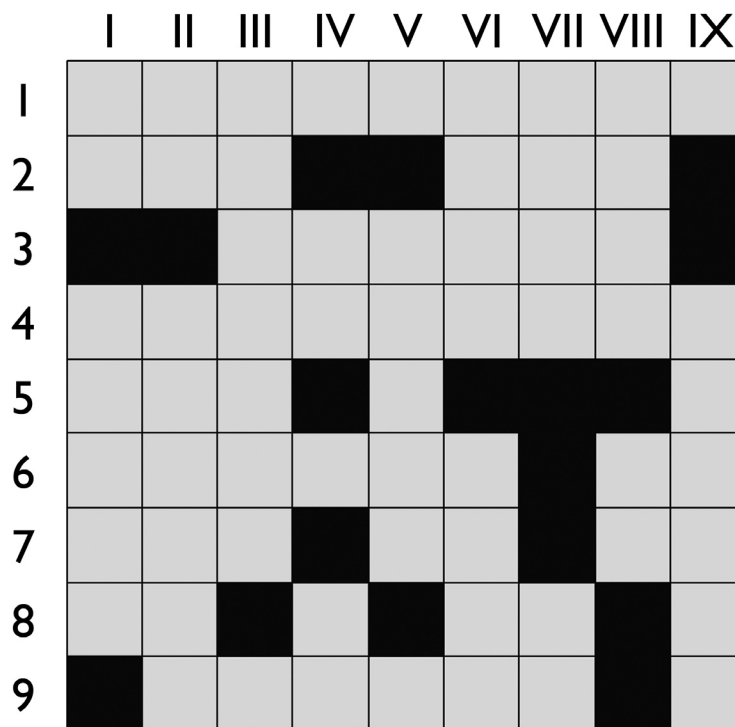
Au Chili, la mobilisation tiens toujours face au libéralo-fasciste Pinera. La rue a encore la détermination de le dégager et réclame justice pour les milliers d'arrêtés, on compte par ailleurs 3746 blessés graves, 418 cas de torture et 192 recensements d'agression sexuelle des forces de l'ordre.

La contestation continue aussi au Liban où les manifestations régulières contre le pouvoir continuent d'attirer du monde. Depuis deux mois et demi, le nouveau gouvernement -le précédent a été poussé à la démission- a décidé d'envoyer la police anti-émeute équipée d'armes... françaises ! Les lanceurs Cougar, les gazeuses à main mais aussi les véhicules blindés répriment aux coins du monde.

LA SOLIDARITÉ EST UNE ARME ! COTISEZ À LA CAISSE DE SOLIDARITÉ !

Permanences pour se rencontrer, demander de l'aide ou proposer des coups de main :
premier jeudi de chaque mois, 19h, à la Luttine (91 rue Montesquieu 69007 Lyon)

Contact : 06 43 08 50 32 / caissedesolidarite@riseup.net



Horizontal :

- 1 : Pouvant être corrigé
- 2 : Service pas rendu / Loi qui faisait se révolter contre l'autonomie
- 3 : Course à portes
- 4 : Pas raisonnable
- 5 : Responsabilités et Compétences Elargies
- 6 : Cour intérieure chez les romains / Sujet large
- 7 : IUT déformé / La sienne / Le mercure
- 8 : Premier sur la gamme / Suite logique du mot précédent
- 9 : Teinté finement

Vertical :

- I : Marque la propriété / Au concours des journalistes néo-réac, il arrive au moins en final
- II : Oui oublié / C'est parfois l'alternative à la vérité
- III : Fin de repas
- IV : Petit parti de fachos du sud / Dieu à disque
- V : C'est pas graves
- VI : Expression téléphonique / Résidu après la presse des fruits
- VII : Notre campus préféré / Deux fois la cinquième
- VIII : Substance qui rend fluo / Marque la surprise
- IX : Il faut la tenir devant les flics !

LES BRÈVES DU BISTROT ¹¹

Contre la reconnaissance faciale

Il y a un an, en février 2019, le gouvernement en partenariat avec la ville de Nice expérimentait l'utilisation de la reconnaissance faciale pendant trois jours, pour le Carnaval de Nice. C'était la première tentative pour faire rentrer insidieusement cette technologie dans nos vies, sous couvert bien sûr de la lutte contre le terrorisme, et facilitée aussi par le zèle sécuritaire du maire de la ville, Christian Estrosi. L'idée de l'installation de la reconnaissance faciale s'est depuis largement développée. Ainsi, deux lycées se sont portés volontaires pour l'installation de portiques aux entrées pouvant discriminer les personnes ayant le droit, ou non, de rentrer dans l'établissement. A Nice, malgré l'opposition formelle des élèves, parents d'élèves, et personnels du lycée, les portiques sont en place depuis la dernière rentrée scolaire. Ça coince encore, pour l'instant, dans l'autre lycée test à Marseille. La Quadrature du Net s'était opposée dès que le projet avait été rendu public, puis plus récemment c'est la CNIL qui s'est elle aussi dressée contre l'utilisation des données biométriques et le risque « d'aboutir à un phénomène d'accoutumance à ces dispositifs de captation qui permettent de reconnaître automatiquement une personne. Et donc de créer *in fine* un sentiment de surveillance généralisée qui pourrait mettre en doute la capacité d'aller et venir anonymement. »

Le gouvernement entend bien pour autant imposer la reconnaissance faciale de partout, et utilise pour cela une stratégie à deux volets. D'une part, il défend cette technologie par le chantage au terrorisme ; en ce moment, une vaste opération de légitimisation des caméras intelligentes est en cours, ces dernières constitueraient une arme nouvelle et particulièrement efficace pour empêcher des attentas ou en retrouver les auteurs *a posteriori*. C'est le sens de l'intervention de Castaner par exemple qui expliquait en octobre dernier que l'homme qui avait déposé le colis piégé rue Victor Hugo à Lyon aurait pu être retrouvé bien plus vite. Évidemment ça ne tient pas debout une minute. Techniquement d'abord ça ne fonctionne pas, plusieurs études américaines -pays précurseur dans la biométrie sécuritaire- montrent que la reconnaissance faciale n'est pas du tout au point et confond régulièrement des visages. Et puis surtout, on connaît trop bien l'entourloupe ; quelle

mesure anti-terroriste n'a pas été utilisée par la suite dans d'autres cadres ? Il est évident que l'objectif est la généralisation de la surveillance biométrique en ce qu'elle facilite la répression de n'importe quel délit commis par une personne pas assez masquée mais aussi en ce qu'elle incite à l'auto-contrôle par son effet panoptique.

Nécessité de la reconnaissance faciale donc, mais d'autre part, ça tente de faire passer la pilule en expliquant, comme Cédric O le mois dernier, que tout cela devra être accompagné d'une « éthique » dans l'utilisation. Le secrétaire d'état au numérique et ses sbires comme Stéphane Séjourné, affirment ainsi que, dans le respect de la loi actuelle sur l'utilisation des données biométriques, la reconnaissance faciale ne pourra être utilisée qu'avec l'accord des personnes concernées. Comment demander leur consentement à toutes les personnes présentes dans une gare avant de les filmer ? Aucune réponse à ce sujet... On imagine bien sûr que les premières utilisations de la reconnaissance faciale seront réglementées assez étroitement et puis chaque gouvernement se succédant desserrera un peu plus la loi. Il n'est de toute façon pas question pour nous de présenter une bonne ou une mauvaise utilisation de cette technologie, mais bien de viser son interdiction.

Le train de la reconnaissance faciale est en marche, Castaner et sa clique annoncent 2020 comme une année test dans les gares, les aéroports mais aussi le lancement de ALICEM, une application qui permettra de se connecter aux services publics à l'aide de son smartphone et de la reconnaissance faciale. Dring dring, Black Mirror sonne à la porte. La Quadrature du net agit par toutes les voies légales possibles afin d'empêcher sa mise en place. Si toutefois la reconnaissance faciale s'impose, le masquage en manif deviendra d'une autant plus grande nécessité, et la motivation sera double pour mettre hors d'état de nuire les caméras. A Hong Kong ou au Liban, les manifestants ont massivement utilisés les lasers pour brouiller les caméras, plus largement de plus en plus de personnes, notamment en Russie, aux Etats Unis ou au Royaume-Uni planchent sur des vêtements, des types de maquillage ou des coupes de cheveux qui rendent inefficace cette technologie. On s'en rappellera.

« C'est comme si t'allais à l'abattoir... »

Nous relayons ici un article de StreetPress sur les conditions de détention en centre de rétention. Tous les prénoms ont été modifié.

Au centre de rétention administrative de Vincennes, une pièce sans caméra est utilisée pour tabasser et intimider les retenus. Mohammed, Habib, Ali, Usman, Yousef et Bacar témoignent.

« Ils m'ont pris dans la salle des coffres et m'ont dit : "Je vais t'arracher la tête", "Je vais te taper"... Des menaces directes, quoi », rapporte Mohammed dans un français bancal. Même rengaine pour Habib, qui relate très laconiquement son passage aux coffres : « Hier, ils m'ont amené dans la salle pour m'intimider. » « Ils m'ont attrapé et m'ont tapé dans la salle des coffres », témoigne en arabe Ali, un jeune marocain. « Les policiers me frappent dans la salle des coffres », répète frénétiquement Usman, un jeune retenu qui souffre de troubles psy.

Les témoignages sur la salle des coffres, une pièce qui ne serait pas équipée de caméra de surveillance au centre de rétention de Vincennes (94), s'enchaînent et se ressemblent. Ils sont brefs. « Les gens qui passent par là, ils ont

peur de parler », justifie Yousef, qui s'est proposé pour traduire les récits de ses co-retenus arabophones. « Ils ciblent les plus faibles : ceux qui sont fragiles psychologiquement, qui ne parlent pas français ou qui n'ont pas d'avocat », liste Bacar au bout du combiné installé dans la promenade du Cra de Vincennes. Yousef plussoie, indigné : « Ceux qui se font taper, ils ne parlent même pas français !

Le rituel

« Ils tapent les gens là-bas parce qu'ils savent qu'il ne sont pas filmés », chuchote Yousef. Le centre est divisé en plusieurs bâtiments : le Cra 1, 2A et 2B, qui peuvent accueillir jusqu'à 235 retenus. En 2018, 4.504 personnes y ont été placées. Seules quelques pièces échappent au regard des caméras, notamment la salle des coffres. Cette dernière se situe au rez-de-chaussée d'un préfabriqué de deux étages, juste sous la salle des visites. Elle est composée de deux pièces. La première sert notamment à prendre empreintes et photos des nouveaux arrivants.

Dans la seconde, les retenus laissent les effets personnels qu'ils ne peuvent pas garder avec eux en détention, mais aussi leur argent et leurs documents administratifs. C'est aussi là qu'ils sont amenés pour ces passages à tabac.

« La salle des coffres, c'est le rituel », lance Bacar. « Quand ils annoncent les noms au micro, tout le monde flippe que le sien sorte. C'est comme si t'allais à l'abattoir. » La vie au centre est ponctuée de convocations : un retenu peut être appelé pour une visite, pour un entretien avec son avocat, pour être remis en liberté... « Vous croyez que vous allez signer une demande de mise en liberté, vous rentrez dans le coffre, la porte se ferme. Et boum, boum, boum. J'ai eu l'occasion de voir ça plusieurs fois », témoigne le Franco-sénégalais de 41 ans, enfermé ici depuis près de deux mois. Yousef s'empare : « Dès que tu fais le malin, que t'ouvres un peu la bouche, ils t'emmènent là-bas. Il y a beaucoup de gens qui y souffrent ! »

Les stagiaires ont la main lourde

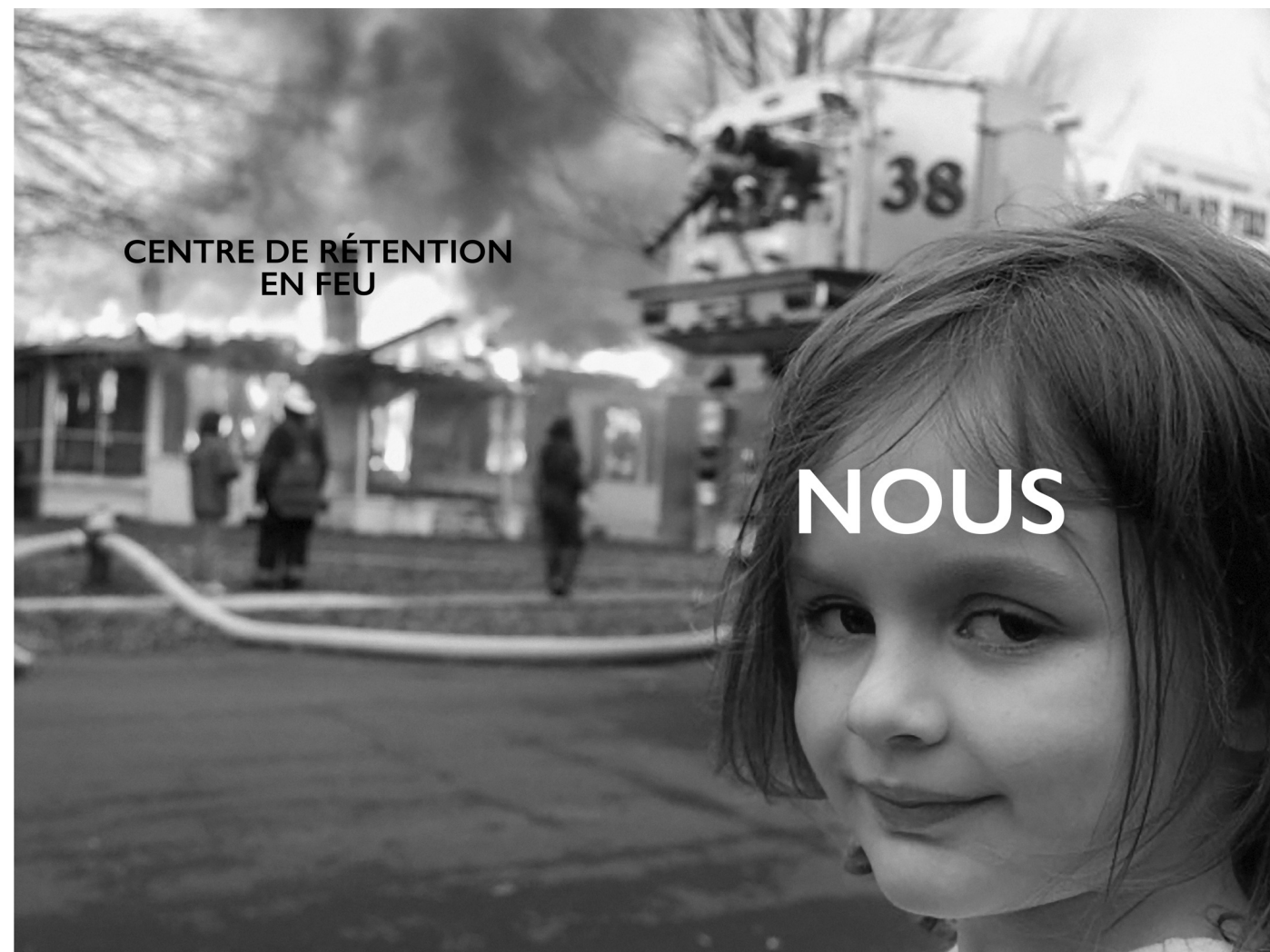
Les excès de zèle viendraient principalement de la « nouvelle génération » de policiers. En effet, le centre de rétention partage son site avec le centre régional de formation de la police – anciennement l'école nationale de la police de Paris. Il accueille beaucoup de fonctionnaires en formation ou des jeunes tout juste sortis d'école. Dans la bouche de plusieurs retenus, ce sont ces « jeunes », « les stagiaires », qui leur font « la misère ». Dans la salle des coffres et ailleurs. « Ils nous insultent tout le temps. Des : "Nique ta mère", "Fils de pute"... Ce n'est pas normal », s'indigne Yousef. « Avec les gradés, on peut parler, il n'y a pas de problème. Mais ils se mettent en retrait et permettent aux jeunes de faire tout ce qu'ils veulent », continue-t-il. « Les stagiaires se forment sur les étrangers, ils se font la main sur les plus faibles. », observe Bacar.

Pire qu'à Fresnes

Avant de se retrouver en Cra, Bacar est passé par la case prison. À Fresnes notamment, « la plus stricte au niveau sécurité », relève-t-il. Pourtant, il assure que ce dont il est témoin depuis le début de son séjour à Vincennes dépasse tout ce qu'il a pu voir en taule. « Il y a quelques jours, ils ont pété le bras d'un Roumain. Il a dû attendre deux jours avec l'os cassé avant qu'un médecin le voit et l'envoie à l'hôpital », raconte-t-il.

« On nous gave de cachetons, la bouffe est infecte, on ne peut pas dormir parce que les matons font des rondes toutes les deux heures et entrent dans les chambres, même la nuit... Si je n'avais pas mes enfants ici, je rentrerais direct au Maroc. On nous traite comme des animaux ici », s'insurge Yousef.

Au début du mois, les retenus de Vincennes ont entamé une grève de la faim pour dénoncer leurs conditions d'enfermement. Une protestation sévèrement réprimée par des passages à tabac ou encore des refus d'accès à l'infirmerie, des réveils à la douche à incendie, et des coupures d'eau, à en croire le collectif À bas les Cras. L'Observatoire citoyen a noté de « nombreuses humiliations de la part des forces de police, pouvant dégénérer rapidement en véritables violences physiques et psychologiques ». Quelques jours plus tard, une partie du centre de rétention a pris feu, forçant le transfert de plusieurs retenus dans les autres bâtiments de Vincennes ou au Cra de Palaiseau (91). Christine Benoît, de l'Observatoire citoyen du Cra de Vincennes, s'inquiète d'une « tension qui monte crescendo » depuis l'allongement de la durée maximale de rétention à 90 jours. Elle craint qu'un événement similaire ne se reproduise dans les jours à venir.



PUNCHLINE
DU MOIS

“Flingue tes collègues, c'est tous des sales schmitts !”

Abi2spee “Flingue tes collègues”